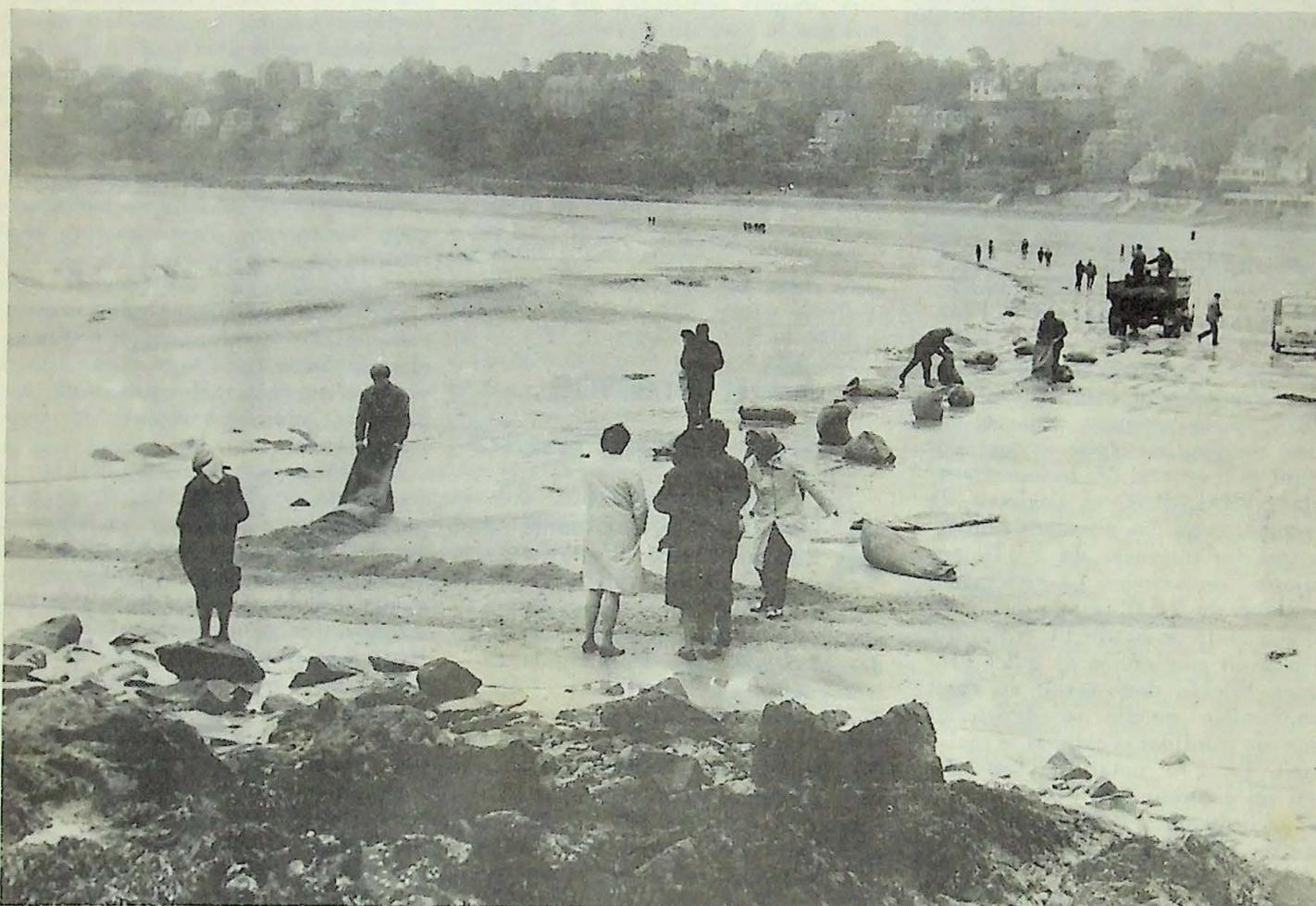


Tribune socialiste

N° 324 / 20 AVRIL 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



A.F.P.

Le Torrey-Canyon accuse

Yves Le Foll

La société moderne est grosse consommatrice de nature. Or, il apparaît que, aliénés par le profit, ignorants que les moyens naturels ne sont pas forcément infinis, nous abusons de cette consommation. A vrai dire, c'est notre système économique qui nous conduit à une exploitation aveugle dont les conséquences se font de temps à autre cruellement sentir. La sécurité, la prévision, la limitation sont des conditions que nous devrions respecter, au risque, sinon, de courir à des catastrophes naturelles.

De plus en plus, des spécialistes nous avertissent des dangers que nous faisons courir à la forêt, aux

sols, à l'air, à l'eau, etc. par une urbanisation déséquilibrée et effrénée.

L'affaire du Torrey-Canyon s'inscrit dans cette perspective et éclaire à sa manière le mauvais usage de la nature, organisée ou mal organisée par un type de société, la nôtre.

Nous avons demandé à Yves Le Foll, député-maire de Saint-Brieuc, d'évoquer ce problème en tant qu'élu d'une région particulièrement éprouvée. Notre collaborateur Mathieu Longeait aborde l'aspect technique. □

Même à l'Assemblée nationale, la « marée noire » a pris le pas sur les informations politiques et sur les commentaires que

suscitent les modifications, d'ailleurs peu sensibles, apportées par de Gaulle à la composition du gouvernement. Tout le monde aujourd'hui

se rend compte de l'ampleur de la catastrophe pour l'économie de la Bretagne : pour tous ceux dont les

(Suite page 5)



De Punta del Este à New York

Harris Puisais

Dialogue autour du S.N.E.S.

Jean Petite

Les viticulteurs en colère

Jacques Malterre

Un public pour la danse

Dominique Dupuy

Quelle gauche américaine

René Gallet

□ La conjoncture

A l'heure où nous « bouclons » notre journal, M. G. Pompidou présentera au Parlement la politique que le nouveau gouvernement entend suivre. Sur cette déclaration, l'on peut dès maintenant estimer qu'elle ne « dira » pas tout puisque le Président de la République doit tenir une Conférence de Presse dans le courant du mois de mai et que d'autre part aucun vote ne viendra « sanctionner » cette intervention d'ordre général.

Intervention d'ordre général à un moment où la crise sociale se durcit et s'approfondit comme le démontre la poursuite de la grève à Saint-Nazaire et dans les mines de fer, etc. Nous reviendrons prochainement beaucoup plus longuement sur les enseignements qu'il convient d'ores et déjà de tirer du mouvement de revendications. Nul doute d'ailleurs que le propos de M. Pompidou ne soit « hanté » par le malaise social, tout comme il devra tenir compte des clivages de la majorité que l'interview de M. Giscard d'Estaing dans « Le Figaro » est venu opportunément souligner.

Quant à l'opposition, comme on le sait, elle interviendra dans le débat qui suivra le discours du Premier Ministre mais aucune motion de censure ne sera déposée. Il faut dire, que de ce côté-ci également l'on en revient aux problèmes tenaces et têtus que la légère « euphorie » des lendemains électoraux avait eu tendance à faire oublier. Problème de la fusion des différentes familles de la F.G.D.S. qui laissent réapparaître des contradictions inscrites depuis longtemps dans les faits. De même que l'ambiguïté du Centre ne peut encore que croître... Les observateurs ont unanimement indiqué que la vraie rentrée se ferait à l'automne prochain à l'occasion du débat budgétaire. Admettons et attendons, encore que l'on puisse se demander si fondamentalement le flou de la conjoncture présente n'est pas appelé à se perpétuer plus ou moins longtemps tant il paraît être la marque de l'actuelle répartition politique.

C'est dire assez que le problème du programme demeure entier, entier également celui de l'élaboration d'une alternative à la politique « gaulliste ». Nous aurons l'occasion d'y revenir dans ces colonnes, tout comme nos représentants au Parlement ne manqueront pas de participer très activement à l'élaboration d'une politique constructive. Les sujets ne font pas défaut, les dossiers se préparent... La conjoncture c'est d'abord pour nous la clarification ! □

□ Cantonale de Lyon

U ne élection cantonale s'est déroulée dans le 4^e canton de Lyon les 9 et 16 avril.

Résultats du 1^{er} tour : exprimés 8.550 (soit 64,13 % d'abstentions).

M. Charret, député U.N.R. : 3.348 voix. Mme Maurice, Union Républ. : 2.702 voix. Jo Vareille, P.C. : 1.451 voix. Suzanne Gerbe, P.S.U. 605 voix. Ivan Perret, indép. : 394 voix.

Résultats du 2^e tour : exprimés 8.967 (soit 62,22 % d'abstentions). M. Charret : 4.000 voix (élu). Mme Maurice : 3.319 voix. Jo Vareille : 1.640 voix.

Résultat encourageant au premier tour pour notre camarade Suzanne Gerbe qui atteint 7,2 % ; elle avait fait 5,7 % aux dernières législatives dans la circonscription, il est vrai, plus vaste.

Le second tour a posé à la gauche un problème délicat. Mme Maurice était soutenue à la fois par la Fédération de la Gauche et par le Centre Démocrate ; adjointe au Maire de Lyon, Pradel, cette candidate ne s'était à aucun moment séparée des prises de position d'une municipalité, qui va il est vrai des Indépendants à la S.F.I.O. Bref, il s'agissait de l'exemple type des alliances centristes que les instances du P.S.U. ont toujours condamnées. La Fédération du Rhône du P.S.U. estima que, malgré son désir de battre l'U.N.R., elle ne pouvait cautionner de telles pratiques. Elle fit donc savoir au Parti Communiste qu'elle se désisterait pour son candidat si celui-ci se maintenait. Le P.C. notait de son côté dans un communiqué que « le soutien accordé par la Fédération à Mme Maurice ne suffisait pas à lever le caractère de droite de la politique défendue par elle. » Le P.S.U. appela dans ces conditions à voter au second tour pour le candidat communiste Vareille. □

□ Hiérarchie des salaires

A la suite de l'article paru sur ce thème dans « T.S. » du 6 avril dernier, sous la signature de Maurice Combes ; nous avons reçu la lettre suivante de R. Faist de la « Fédération Française des Syndicats d'Ingénieurs et Cadres » (C.F.D.T.) :

« ... Ce n'est pas parce que nous sommes une organisation de cadres qu'il n'est pas aisé d'accepter « en fait » une correction de la hiérarchie. Quelques lignes après le texte cité, le rapport précisait la raison, la vraie raison de la difficulté : « Il faut surtout être en mesure de négocier en fait... Mais... il ne peut s'agir de don-

ner à l'entreprise, sans contrepartie, un moyen d'augmenter ses possibilités d'autofinancement... »

Car le fond du problème est là, auquel ni les uns, ni les autres, n'avons encore été capables d'apporter une réponse satisfaisante :

Nous avons à faire notre métier de syndicalistes, donc à négocier. Nous ne pouvons pas le faire sans tenir compte des réalités économiques..

— Mais nous avons en même temps et à travers l'action à mettre en lumière les contradictions des structures capitalistes et non à contribuer à les masquer.

— En même temps nous devons faire prendre conscience des problèmes que la gauche, si elle accède au pouvoir, aura à affronter si nous voulons éviter l'échec qui suivrait à terme la conjonction d'oppositions hétérogènes.

Ce sont ces questions, posées au fond à Grenoble, qu'il faut approfondir. » □

□ Conférence sur l'apartheid

A l'initiative du « Comité de Liaison contre l'Apartheid », une conférence sera organisée à Paris les 6 et 7 mai prochains, réservée en principe aux représentants des pays d'Europe Occidentale entretenant des relations avec l'Afrique du Sud. Les buts visés par cette rencontre sont : une meilleure coordination du travail des comités et des groupes anti-apartheid en Europe ; la recherche des moyens nécessaires à plus ample information de l'opinion ; un accroissement de l'aide apportée aux victimes de l'apartheid et du soutien à la lutte des mouvements de libération sud-africaine.

Cette conférence, sur laquelle nous renseignerons au fur et à mesure nos lecteurs, s'ouvrira par un discours du Président du Comité Spécial de l'O.N.U. sur l'Apartheid, le guinéen M. Marof. L'objectif étant que ce colloque soit essentiellement un colloque de travail, six commissions ont été prévues autour de rubriques considérées comme essentielles : relations économiques entre les pays européens et l'Afrique du Sud — évolution politique générale et incidences avec le néo-nazisme — conditions de travail sous le régime de l'apartheid — aspects juridiques — culture et enseignement (à partir d'un rapport très détaillé que vient de publier l'U.N.E.S.C.O.) — Les Eglises et l'apartheid. □

Pour tout renseignement : M^e J.-J. de Félice - Mme E. Mathiot : 14, rue N.-D.-de-Lorette, Paris 9^e.

□ Les pauvres aux portes des riches

Voilà l'avertissement solennel lancé par le pape dans sa dernière encyclique dont l'un des mérites est d'insister sur les dimensions planétaires de la nouvelle lutte des classes : « Les conflits sociaux se sont élargis aux dimensions du monde... »

L'explosion est proche, l'Eglise elle-même s'en émeut, adjurant peuples et gouvernants des pays nantis de prendre leurs responsabilités. L'opulence de certains hommes et de quelques peuples constitue un obstacle intolérable à la prospérité générale de l'humanité. L'exploitation de deux milliards d'indigents comporte un risque mortel pour notre civilisation.

Il se peut qu'aucune nation prospère n'accepte de ralentir unilatéralement son rythme d'expansion et de rétrograder dans le marché mondial au profit des pays pauvres. Il est vraisemblable qu'aucune solution décisive au sous-développement ne peut être apportée en dehors d'une convention internationale qui aurait à planifier l'aide et à répartir les sacrifices.

Dès maintenant la gauche doit être consciente qu'elle ne s'en tirera ni par des promesses, ni par des bonnes paroles. Elle a une double tâche : œuvrer pour la paix et le désarmement, afin de convertir les dépenses militaires en dépenses humanitaires. Expliquer au peuple français que le cartiérisme est une solution criminelle et les formes actuelles de coopération un palliatif dangereusement insuffisant.

Le prolétariat des pays occidentaux, malgré les injustices et les déséquilibres sociaux dont il souffre, fait partie des privilégiés. Une gauche digne de ce nom, doit lui demander si après les nécessaires réformes structurelles et institutionnelles que nous préconisons, il serait prêt à payer davantage d'impôts pour le Zambèze. Nous devons répondre clairement à l'« interpellation dramatique des peuples de la faim ». □

« L'encyclique Populorum Progressio » est parue en édition de poche aux éditions « La Centurion », 2 F.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

Éditorial

De Punta del Este
à New York

Harris Puisais

Cette semaine, loin de France, deux événements politiques ont eu lieu qui intéressent au plus haut point notre lutte pour le socialisme et la paix.

En Uruguay, à Punta-del-Este, le président Johnson est venu présider la réunion des chefs d'États américains, prévue depuis 1966, et sans cesse repoussée. Et comme toujours dans ces faux débats, la raison du dollar fut plus forte que la vérité. A ce rendez-vous les U.S.A. sont venus, à nouveau inconscients des raisons profondes qui les rendent de plus en plus impopulaires en Amérique Latine. Leur problème en l'occurrence étant de ne point parvenir à comprendre pourquoi on les aime d'autant moins qu'ils accordent d'autant plus de crédits aux gouvernements latino-américains. La mentalité américaine, celle des politiciens, du monde des affaires et par conséquent de bien des hommes conditionnés par cette civilisation déformante, ne peut en effet concevoir qu'un homme demeure insatisfait dès lors qu'on lui glisse un dollar en poche. A plus forte raison quand des millions de dollars pleuvent sur les pays !... Pour y faire quoi ? Nous le savons bien et nous l'avons vu sur place : pour y assurer la vitalité, des United-Fruit, Bethlehem Steel... et autres sociétés américaines qui monopolisent l'économie sud-américaine, font vivre tout un réseau marginal d'import-export, fabriquent, entretiennent ou suppriment les équipes politiques au pouvoir, en tout cas extraient les richesses de chaque pays et réussissent cet exploit de rapatrier aux U.S.A. des bénéfices supérieurs à ce qu'a représenté l'aide distribuée. Bien entendu, à titre complémentaire, des mesures militaires techniques encadrent des armées nationales. Qu'importe pour eux après tout qu'en dehors de l'illusion des villes, les bidonvilles ignobles de Lima, les misères sordides passives et déshonorantes de Mexico, les morts-vivants du Nord-Est du Brésil, et bien d'autres horreurs demeurent. Qu'importe puisque la Bourse de New York peut être rassurée ; de Punta-del-Este Johnson rapporte le Marché commun des pays d'Amérique Latine. A ce degré-là l'hypocrisie vous rend muet !

Un Marché commun, c'est tout au moins la mise en harmonie de plusieurs marchés nationaux, certes, différents mais dont on recherche la complémentarité, c'est la discussion longue mais réelle entre des pays

aux intérêts divergents, conscients que leur accord est devenu nécessaire pour l'expansion de chacun d'eux. Cela présuppose donc que chaque partenaire est libre et qu'il existe économiquement et politiquement par lui-même avec son indépendance.

Est-ce là la réalité économique des pays latino-américains ? Pour eux un Marché commun ne signifie rien qui ne s'apparente à leurs réels intérêts. Il s'agit tout simplement pour les U.S.A. de présenter avec une nouvelle étiquette, la politique qu'ils imposent depuis si longtemps et qui ne réussit qu'à les faire détester. Le Marché commun des trusts américains, c'est la recherche d'un nouveau moyen pour gagner plus, en exploitant plus. C'est un nouveau salaire aux hommes à leur solde, une "idée" qu'on leur donne pour faire face aux pressions de leurs peuples, un alibi supplémentaire pour qu'ils trompent encore leurs compatriotes, sans que cela change quoi que ce soit à leur existence.

Car partout les peuples bougent. Nous l'avons déjà dit ici à plusieurs reprises : la lutte sera longue mais rien ne l'arrêtera. Au contraire, plus les mois et les années passeront, plus la conscience de tous les peuples se libérera en combattant. Les guérillas sont actives dans presque tous les pays d'Amérique Latine. La Bolivie est peut-être le point le plus chaud, mais en Colombie, les Forces Armées Révolutionnaires contrôlent plus de 100.000 km², et le mouvement étudiant voit ses dirigeants condamnés en conseil de guerre. Au Nicaragua, la dictature des Somoza continue avec la venue au pouvoir d'un général de 40 ans, ancien élève de West Point. La caricature démocratique se perpétue, qui reconnaît des partis « légaux » et interdit des partis « non constitutionnels ». Au Pérou le syndicaliste paysan Hugo Blanco risque de voir ses 25 ans de prison transformés en peine de mort, sans pouvoir se défendre. A Porto Rico, les futures élections permettront aux 70.000 résidents Nord-Américains de voter mais le refuseront au 1/3 de la population obligée d'émigrer aux U.S.A. Au Venezuela, la lutte armée continue malgré des différents politiques regrettables...

Alors ne peut-on pas penser qu'à Punta-del-Este, on a surtout parlé de la coordination de la lutte anti-guérilla ! du contrôle des frontières ! de la solidarité des gouvernants !

A La Havane, en fin juillet, une



Les vietnamiens ne disent pas « sales nègres ».

A.F.P.

nouvelle conférence rassemblera les représentants des mouvements de gauche et des organisations révolutionnaires de toute l'Amérique Latine.

Je fais le pari que Che Guevara viendra y faire le point et que Fidel Castro à nouveau se fera entendre des "nationalistes" qui luttent avec courage. Le "procastrisme" se réveille dit-on en Amérique Latine. Que non ! il y continue sa mission qui est de convaincre ceux qui souffrent, travaillent, peinent ou survivent, que l'idéologie de Moscou ou de Pékin, ne doit pas embarrasser leur besoin et que la lutte pour la liberté, c'est une action bien plus qu'une dialectique.

L'autre fait c'est que à New York et à San Francisco, deux cent mille Américains aient manifesté contre la guerre du Vietnam. Et pas seulement des Noirs et des Indiens ! mais des Américains non excités, non fanatisés, seulement conscients de leur engagement et du poids qu'il peut avoir sur l'opinion de leur pays.

Ce courant de protestation ne cesse de s'accroître et ce fait-là est encourageant. Ces hommes témoignent que notre action est juste et que l'aggravation de la situation au Vietnam est ressentie de plus en plus aux Etats-Unis. Hier on discutait académiquement dans les campus. Aujourd'hui le meeting est dans la rue. Et Johnson se préoccupe alors de lire un rapport sur « les activités contre la guerre » de M. Hoover, le chef du F.B.I.

Comme nous l'avons connu hier en France, les dirigeants américains dénoncent la collusion entre les manifestants, l'adversaire d'Hanoï ou du F.N.L. Dans le pays du Mac Carthysme, va recommencer l'éternelle

antienne du « coup de poignard dans le dos des combattants ». Et cette fois ce ne sont pas seulement les beatniks ou les usagers du L.S.D. qui seront montrés du doigt. Il y faudra joindre le pasteur, le professeur, le "libéral"...

Qu'on y songe bien. Plus que jamais notre action solidaire doit jouer. Là où il participe le militant P.S.U. doit expliquer sa position, comme nous la ferons à l'occasion du Comité Vietnam National de dimanche prochain, comme nous le répéterons aux Etats Généraux pour la Paix au Vietnam des 20 et 21 mai.

A l'heure où tout le monde est pour la paix au Vietnam, de De Gaulle à Johnson en passant par U. Thant, il apparaît nécessaire de lever les équivoques. « Etre pour la paix » mérite d'être explicite. Le peuple vietnamien vaincra s'il est compris, soutenu et appuyé par une action de solidarité venue du monde entier. Et la traduction politique de cette position impose une négociation immédiate entre les forces en présence sans « prime à l'agression » ; le Front National de Libération étant le seul représentant authentique du peuple vietnamien.

La lutte menée au Vietnam ne doit pas seulement être considérée comme une péripétie de la vie au sud-est asiatique. Hier aussi, l'Indochine était loin... jusqu'à Dien Bien Phu ! Et des hommes luttent pour vivre indépendants et pour voir se lever un jour sans menaces de mort. Cela seul suffirait s'il en était besoin à nous confirmer bien des convictions.

Oui, Punta-del-Este, New York... M. Pompidou n'y songeait guère en montant à la tribune de l'Assemblée nationale. Il est de notre devoir de rappeler à tous les hommes de gauche qu'il s'agit aussi de leur combat. □

Syndicats

A propos du S.N.E.S.

Jean Petite

A la suite de notre article rendant compte du congrès du S.N.E.S., J. Pinard, militant du S.G.E.N. (C.F.D.T. de Besançon), nous écrit :

« Le S.N.E.S. agit comme s'il était le seul syndicat et ignore superbement ce qui est en dehors de lui. Il est bien joli d'affirmer que « sur le plan des contacts entre centrales syndicales le S.N.E.S. a maintenu sa position contre toute exclusive » quand, au niveau des lycées, le même S.N.E.S. refuse tout contact à l'échelon national. »

D'autre part, deux autres lettres sont des contributions plus importantes de militants autonomes du S.N.E.S. Pour Claude Dupont, professeur et militant P.S.U. à Montargis :

« L'article de Petite sur le S.N.E.S. pourrait donner au lecteur l'image rassurante et manichéenne d'un conflit entre une tendance « autonome » qui « garde le réflexe anticommuniste » et une tendance « unité et action » qui serait le reflet syndical du courant d'union que traduit l'évolution politique actuelle. Le malheur... c'est que la réalité s'accorde mal avec la simplicité de cette vision ; on retrouve en effet parmi les camarades autonomes, un certain nombre de militants de gauche, P.S.U. par exemple, qui ont fait la preuve depuis des années qu'ils savaient surmonter les réflexes anticommunistes et se montrer aussi unitaires que quiconque. »

Et Claude Roz, professeur à Lons-le-Saunier, qui reconnaît que nous ne sommes plus en 1948, ajoute :

« Il serait donc pour le moins curieux que nous soyons devenus en 1967 les défenseurs d'un fractionnement des forces de gauche alors que depuis 1948 nous avons œuvré pour que puissent vivre dans la même organisation des camarades qui se réclament de divers courants de pensée. »

Dupont constate l'existence de sérieuses divergences sur l'expression et l'organisation des courants :

« Trop souvent « unité et action » se présente officiellement ou non comme la « tendance contre les tendances ». Or nous touchons ici un des points fondamentaux de la démocratie syndicale et des possibilités d'une réunification générale... Or les interventions des camarades « unité et action » au dernier congrès n'ont pas levé toutes les équivoques concernant le droit à l'organisation des tendances sans laquelle leur expression ne devient que formelle. »

Divergences également sur les conceptions de l'unité d'action :

« Pour nous, écrit-il, les conditions de l'unité c'est la clarté. Nous avons voté contre toute exclusive dans les contacts syndicaux, nous entendons lutter aux côtés de la C.F.D.T., comme avec toute autre organisation syndicale, mais nous ne prétendons pas masquer les divergences qui peuvent apparaître entre nous et certains éléments de la C.F.D.T. sur la laïcité par exemple. »

Et, faisant allusion à l'article de *l'Humanité* désignant un militant du S.N.I. appartenant à l'un des courants minoritaires comme responsable de l'intervention des C.R.S. contre les grévistes de Rhodiaca, Dupont écrit :

« Nous disons non moins publiquement que de tels procédés réveillent des fantômes que nous espérons évanouis et les camarades « unité et action » ne servent pas la cause de l'unité lorsqu'ils refusent de protester contre ce genre de calomnies. »

Enfin, sur le partage des responsabilités, Roy écrit :

« Ou bien les divergences portent sur des questions qui ne mettent pas en jeu ni l'existence, ni l'orientation du syndicat. Dans ce cas un exécutif regroupant divers courants est concevable. C'est d'ailleurs dans cette perspective que les élus de la tendance l'avaient accepté, depuis mai 1966 de soutenir l'action d'une équipe qui grâce à leur vote était devenue majoritaire au sein de la C.A. C'est dans cette perspective qu'ils ont recommandé de voter pour le rapport d'activité et qu'ils se présenteront dans quelques semaines sur la liste autonome. »

Ou bien il s'agit de l'orientation même du syndicat et, dans ce cas, il est inconcevable qu'on trouve dans un exécutif des camarades qui défendent des politiques fondamentales différentes. Imagine-t-on sur le plan politique, un ministère dans lequel figureraient Debré, Pompidou, Mitterrand, Mendès France et Waldeck Rochet ? »

Et Dupont ajoute :

« Il me paraît souhaitable et nullement contraire à l'esprit unitaire que les postes nationaux les plus importants soient confiés à des camarades d'une même orientation, dans la mesure où toutes les tendances étant actuellement représentées à la C.A. et au Bureau national, le contrôle effectif des responsables est réel. »

Pour Roy, enfin :

« Quant à l'avenir immédiat du S.N.E.S., il est inutile d'imaginer que si les camarades « unité et action » obtiennent la majorité en mai, les autonomes accepteront de participer à l'exécutif. »

Quant à un avenir plus lointain :

« Il est à craindre que si l'action syndicale venait à prendre régulièrement la forme d'une agitation dont les mobiles seraient pour la plupart extrasyndicaux, le S.N.E.S. cesse de regrouper la très large majorité des enseignants et qu'il se réduise à un noyau de durs capables de faire chaque année, avec le succès que l'on peut deviner cinq ou six grèves de vingt-quatre heures. »

Et Dupont :

« Vouloir sauvegarder les conditions d'unité, de démocratie et d'efficacité ne me semble pas exprimer la démarche d'un anticommuniste viscéral, mais au contraire tracer les perspectives d'une nécessaire et urgente réunification syndicale de tous les travailleurs. »

Nous n'avons pas ici, les uns et les autres, à préparer les élections du S.N.E.S. mais à nous interroger sur ce que doit être le comportement syndical d'un militant socialiste et qui cherche à en préparer dans les conditions présentes la construction.

— Pour ces camarades, l'autonomie est une situation, non une orientation. Veillant au respect du caractère propre au mouvement syndical, ils ne sauraient considérer comme extrasyndicaux les mobiles politiques qu'ils tirent de leur engagement socialiste.

— Il est vrai que dans ces débats interfèrent les conceptions que nous avons du progrès de l'unité de la gauche et du progrès de l'unité dans les luttes syndicales. Ceux qui, au sein de la F.E.N. par exemple, son-



Elie Kagan

gent aujourd'hui à un reclassement des courants, à une rénovation de « l'autonomie » ne sont-ils pas les mêmes qui, pour la plupart, souhaitent l'entrée du P.S.U. à la F.G.D.S.? Ceux qui pensent au contraire qu'à l'heure actuelle, et pour l'instant, l'impératif du programme l'emporte sur celui des structures ne se retrouvent-ils pas pour chercher à créer au sein des syndicats de la F.E.N. des conditions nouvelles pour un dialogue entre les éléments constitutifs des divers courants en vue de l'établissement d'un programme d'action ?

— Y a-t-il aujourd'hui au S.N.E.S. et à la F.E.N. — mais cette question vaut pour tout le mouvement syndical — les bases d'un programme qui ne soit pas seulement un catalogue de revendications ? Oui, sans doute, si l'on pense qu'il ne s'agit pas de faire l'unité, ainsi que le croit Roz, entre Debré, Pompidou, Mitterrand, Mendès France et Waldeck Rochet, mais tout au plus entre les trois derniers. Encore faut-il dépasser les accords circonstanciels et tactiques. Les mouvements en cours, en provoquant une prise de conscience des adaptations de notre lutte, peuvent y obliger.

— Notre rapport avec les communistes dans les syndicats doit être abordé de front. Dans quelle mesure le « parquage » des communistes ne contribue-t-il pas à favoriser dans certains cas les accords occasionnels sur des bases étroitement corporatistes et à retarder les véritables confrontations, celles qui précisément engagent la construction du socialisme ? Un certain conservatisme pédagogique des communistes en a été longtemps le fruit. Le programme du Parti Communiste sur la réforme de l'enseignement présenté aujourd'hui aurait-il pu être ce qu'il est si certains n'avaient accepté une large discussion ?

— Le partage des responsabilités de l'exécutif n'est pas une panacée,

ni une doctrine. Il est une exigence de fait, le résultat d'un rapport de forces et de la constatation d'un accord possible sur une orientation que les congrès permettraient de mieux dégager avec de meilleures conditions de préparation. L'agitation est le fait de directions impuissantes, divisées et insuffisamment appuyées sur la masse des syndiqués. Encore ne faudrait-il pas confondre cette agitation stérile qui naît de l'hésitation ou des surenchères et la préparation progressive des actions par des manifestations diverses.

— Quant aux discussions concernant les garanties de la démocratie syndicale, il n'est personne qui, au S.N.E.S., ne pense qu'elles doivent se poursuivre. La condition, cependant, est qu'en cette matière personne ne prétende détenir la vérité ou la recette. C'est Drubay, Letonturier et moi-même qui, au congrès du S.N.E.S. de 1958, avons contribué à en fixer les bases. Pourquoi refuser de continuer dans cette voie ?

Mais le S.N.E.S. n'est pas seul. J. Pinard fait bien de le rappeler. Il est important que la F.E.N., si elle veut réellement œuvrer à la réunification, s'interroge avec plus de sérieux sur la C.F.D.T. et sa signification. Mais il serait utile que nos camarades du S.G.E.N. (C.F.D.T.) poursuivent leur réflexion sur le pluralisme syndical. Là aussi, les clivages et les séparations ne favorisent-ils pas les attitudes conservatrices ?

— Toutes ces questions sont posées au S.N.E.S., à la F.E.N. et aux autres. En effet, l'unité d'action est possible. Nous le constatons. La réunification syndicale est souhaitée, urgente. Mais les affrontements dans les syndicats ont été plus directs, plus quotidiens que pour les hommes politiques. Alors, ne faut-il pas faire preuve de bonne volonté, d'imagination et d'initiative et refuser de se laisser enfermer dans les habitudes, les cadres hérités du passé ? □

Le gaspillage

(Suite de la page 1)

ressources viennent presque exclusivement de la saison touristique, pour les pêcheurs, pour les ostréiculteurs et les mytilculteurs et, bien entendu, pour les collectivités locales.

Au moment où j'écris ces lignes, la baie de Saint-Brieuc est encore épargnée. Mais, d'une part la menace subsistera pendant longtemps, du fait des nappes qui se déplacent sur la Manche au gré des vents et des courants; et, d'autre part, nous nous sentons absolument solidaires des régions touchées, tant par sentiment que parce que les intérêts économiques de notre ville sont intimement liés aux leurs.

La chaîne des imprévions

Pouvait-on éviter ce désastre? Nous ne songeons nullement à nier ou à minimiser les problèmes, nouveaux et difficiles, posés par la lutte contre ce fléau qui dévaste aujourd'hui nos côtes. Mais nous avons bien l'impression, partagée par toute la population bretonne, que les pouvoirs publics ont considéré avec une légèreté singulièrement coupable la menace née dès le 18 mars lors de l'échouage du *Torrey-Canyon*. Au lieu d'organiser une surveillance constante des nappes de pétrole, à l'aide de l'aviation, de la marine nationale, des garde-côtes, etc., on s'est contenté d'affirmer que la Bretagne n'était nullement menacée. On nous dit aujourd'hui que le passage des vents au secteur nord-est a déjoué toutes les prévisions. De qui se moque-t-on? Chacun sait que la météo ne prévoit avec certitude que vingt-quatre heures à l'avance, surtout en cette saison, et les habitants de la côte entre Saint-Brieuc et Paimpol savent que des tempêtes de nord-est ne sont nullement exceptionnelles. Mais l'optimisme était évidemment plus reposant!

Le résultat, nous l'avons vu: surprise totale lorsque les premières nappes sont arrivées à Bréhat, ignorance totale de la composition des produits (alors que des prélèvements en mer auraient pu être réalisés depuis longtemps), manque total de plan de défense et de moyens de lutte contre le fléau. Il est trop facile maintenant de rejeter la responsabilité sur quelques fonctionnaires ou quelques experts. Une menace de cette envergure exigeait des moyens que l'échelon gouvernemental seul pouvait mettre en œuvre, qu'ils concernent le personnel, le matériel ou les crédits nécessaires.

Rien n'était prêt sur les côtes bretonnes, où l'on a constaté pendant plusieurs jours une pagaille et une impuissance qui ont découragé la population et soulevé une tempête de protestations. Il est évident que les services locaux de la Protection civile étaient parfaitement désarmés devant une catastrophe de cette envergure, en face de laquelle ils ne disposaient que d'un potentiel absolument dérisoire. Aujourd'hui, huit jours après les premières atteintes, trois semaines après l'accident du *Torrey-Canyon*, l'action commence à peine à s'organiser et l'on n'a pas encore procédé à la véritable mobilisation qui aurait été nécessaire. On songe soudain à faire appel à des scientifiques, alors que nous étions persuadés que depuis des semaines des entreprises et des laboratoires spécialisés avaient été chargés d'étudier les procédés possibles tant mécaniques que chimiques. Mais on n'avait même pas encore décidé quelle méthode serait appliquée, l'attaque en pleine mer ou l'attaque à la côte, ni quels produits seraient employés: détergents ou coagulants. Il semble qu'un choix ait été fait à ce sujet à la réunion de Lannion tenue le matin du 13. Mais on a perdu un temps précieux.

Budgétiser les calamités naturelles

A cette imprévoyance qui s'est manifestée sur le plan technique, nous constatons que s'ajoutent aujourd'hui encore certaines réticences sur l'importance de l'aide qui sera accordée aux régions sinistrées. Le groupe des parlementaires bretons a tenu une réunion, et une délégation a été reçue par M. Bord, secrétaire d'Etat à l'Intérieur. Nous avons demandé, d'une part, que soient mis en œuvre des moyens à l'échelle du sinistre, et, d'autre part, qu'une aide financière importante soit accordée à notre région, dont l'économie est déjà particulièrement fragile. En particulier, il serait inadmissible que les collectivités locales, dont les recettes vont se trouver réduites, supportent encore, en plus, les 25% des dépenses que le plan Orsec met à leur charge. Nous n'avons pu obtenir de M. Bord aucune assurance. M. Fouchet, à son retour de Bretagne, n'a pas été plus précis. Il s'agit là d'une calamité nationale où la solidarité nationale doit se manifester sans délai.

Le problème sera d'ailleurs soulevé à l'Assemblée nationale, et j'espère que tous les députés bretons seront d'accord pour exiger les mesures qui s'imposent, non seulement pour réparer les dégâts mais pour compenser les pertes subies. □

Le côté technique

Mathieu Longeait

Le problème de la pollution des eaux marines par les hydrocarbures, pétrole brut, résidus, huiles de vidange des navires, etc. est depuis longtemps un souci et un risque croissant. L'ampleur du danger n'avait pas été envisagée jusqu'alors parce que jamais n'avait été rassemblée en un même lieu marin une telle masse d'hydrocarbures que celle recélée par le *Torrey-Canyon*. Il semblait peu imaginable qu'un pétrolier se brisât si près des côtes; quoique durant la guerre il s'est certainement trouvé des pétroliers coulés, mais dont les tonnages étaient vraisemblablement plus faibles. Il n'en reste pas moins que dès 1926 une conférence organisée à ce sujet à Washington se termina par un certain nombre de décisions situant des dispositions sur le déversement en mer des hydrocarbures, et limitant la distance des côtes à laquelle il était permis de les rejeter.

A noter que toutes les puissances du monde entier, d'une façon unanime, s'empressèrent de ne rien appliquer, malgré un nouvel accord de 1954.

Au-delà de l'anecdote

En dehors de l'accidentel, la pollution marine dérive essentiellement du rejet provenant de trois sources différentes:

- des résidus de produits pétroliers localisés au fond des citernes des navires spécialisés pour leur transport;
- de l'eau remplaçant en tant que lest le mazout consommé par les navires;
- de l'eau du lavage des citernes et cuves après vidange.

Essayons de situer quantitativement ces problèmes.

Selon les origines, les produits pétroliers ont des teneurs différentes en résidus; il est connu que le fuel provenant de Koweït (celui du *Torrey-Canyon*) en possède une proportion plus importante que la plupart des autres origines.

On évalue à 0,4% du tonnage total transporté sur les mers le rejet de ces résidus pétroliers, ce qui représente certainement plusieurs millions de tonnes par an de pétrole qui surnagent à la surface des océans; ce que les courants marins, n'accomplissant que leur travail de vagues, amènent plus ou moins rapidement sur les côtes.

De l'équivalent de combien de *Torrey-Canyon* par an s'agit-il?

Le pétrole ne se dissout pas dans l'eau de mer, les rochers n'en absorbent que très peu. Mais il est quasi impossible de chiffrer même très approximativement les deux autres formes de rejets.

Reste qu'il serait amusant, si cela

n'était tragique, de rapporter deux faits qui influent assez sérieusement sur la pollution des océans.

Une affaire de gros sous

En premier lieu, jusqu'en 1957, la taxe intérieure de consommation applicable aux huiles neuves frappait également les huiles usagées. Dès lors, les navires, tout juste avant d'arriver à leurs ports, rejetaient-ils régulièrement ces huiles. Du coup, on a assoupli le régime douanier des huiles usagées, désormais, ramassées dans les ports sur les navires et bateaux de pêche par des organismes spéciaux qui les traitaient.

En second lieu, les autorités du canal de Suez prélevaient sur tout pétrolier n'ayant pas complètement vidé ses tanks une taxe équivalente à celle du navire chargé. Mais à dater du 1^{er} juillet 1964, à la suite de négociations privées, il fut décidé que les pétroliers franchiraient le canal sans rejeter les eaux du lavage des cuves. Ceci contre le versement d'une prime de 5% en supplément du tarif sur ballast. Du coup, quelques importantes compagnies pétrolières ont décidé de mettre en pratique la méthode dite « Load on top » qui consiste à stocker sur le bateau les produits du lavage, ensuite mélangés au chargement futur; et l'eau, plus lourde que le pétrole, sera décantée et rejetée à la mer, exempte d'hydrocarbures. Procédé plus économique que les 5%.

Il suffisait d'y penser, mais tant qu'il n'y avait pas de balance — profits et pertes — qu'importait la pollution?

On connaît aujourd'hui le drame du *Torrey-Canyon*; combien de tragédies ont été ignorées! Si un cri d'alarme contre la pollution des eaux — forme de l'un des multiples empoisonnements de cet élément essentiel pour la vie des hommes — n'impose pas une « législation universelle », quel sera l'avenir humain peut-être même assez proche? □

EDITION	
PIERRE NAVILLE	
La guerre et la révolution. I	
GUERRES D'ASIE	
Vietnam et Corée	
1 vol., 320 pages	18,50 F
PIERRE NAVILLE	
La classe ouvrière	
et	
le régime gaulliste	
1 vol., 492 pages	18 F
<i>Etudes et Documentation Internationales</i> 29, rue Descartes, Paris 5 ^e C.C.P. Paris 18 462-71	

Languedoc-Roussillon

Les viticulteurs en colère

Jacques Malterre

Le feu couve dans le Midi : la patience des viticulteurs est à bout ; si des mesures favorables ne sont pas prises très rapidement une explosion peut se produire dans toute le Languedoc-Roussillon.

Le P.S.U. apporte son soutien à tous les travailleurs du Midi qui protestent contre la situation qui leur est faite. Il dénonce le résultat lamentable d'une politique injuste et inintelligente.

A tous les lecteurs de « T.S. » qui ont le devoir de comprendre la situation nous allons présenter les données essentielles de cette crise en essayant d'être aussi objectifs que possible et surtout en n'oubliant pas des aspects importants du problème même s'ils ne sont pas faciles à concilier.

Ecrivant de Paris, des choses sûrement nous échappent ; que nos amis du Midi nous écrivent pour nous corriger ou nous compléter, « T.S. » fera la plus large place à leurs lettres.

1 - Les données de base :

Depuis 10 ans la production de vin en France dépasse légèrement une consommation qui ne varie guère.

En année moyenne la récolte française est de 60 millions d'hectolitres, la consommation est de 58 à 59 millions d'hectolitres dont 50 sont commercialisés.

En apparence il y a donc équilibre. En fait il faut tenir compte d'une part des importations d'Afrique du Nord qui étaient de 16 millions d'hectolitres jusqu'en 1961-1962 et sont maintenant de 8,5 millions ; d'autre part de la distillation et des usages industriels qui absorbent à peu près chaque année 10 millions d'hectolitres.

Il y a donc maintenant des stocks évalués en général à au moins 40 millions d'hectolitres, ces stocks pèsent en permanence sur les cours, et de ce fait les prix du vin versés aux producteurs n'ont connu depuis 10 ans qu'une hausse inférieure au coût de la vie.

2 - Le problème social :

Avec une production stagnante et des prix en baisse relative, le niveau de vie des viticulteurs n'a pu que plafonner au cours des dernières années. Ceci est grave pour ceux qui vivent entièrement de leurs vignes ;

cela l'est aussi pour les centaines de milliers d'habitants du Midi qui trouvaient dans l'exploitation d'une petite vigne un supplément de ressources modeste mais bien utile dans des régions où les salaires sont parmi les plus bas de France.

On évalue à près de 400.000 le nombre de viticulteurs dont la récolte ne dépasse pas 50 hectolitres (ce qui correspond à moins d'un tiers d'hectare) et c'est pourquoi la baisse des cours et les mesures de réglementation représentent un sacrifice sur des budgets déjà terriblement étroits.

Tous ces petits récoltants ont été obligés de s'endetter pour vivre et aujourd'hui les dettes exigibles des viticulteurs du Midi atteignent plusieurs centaines de millions de francs.

3 - Le problème technique :

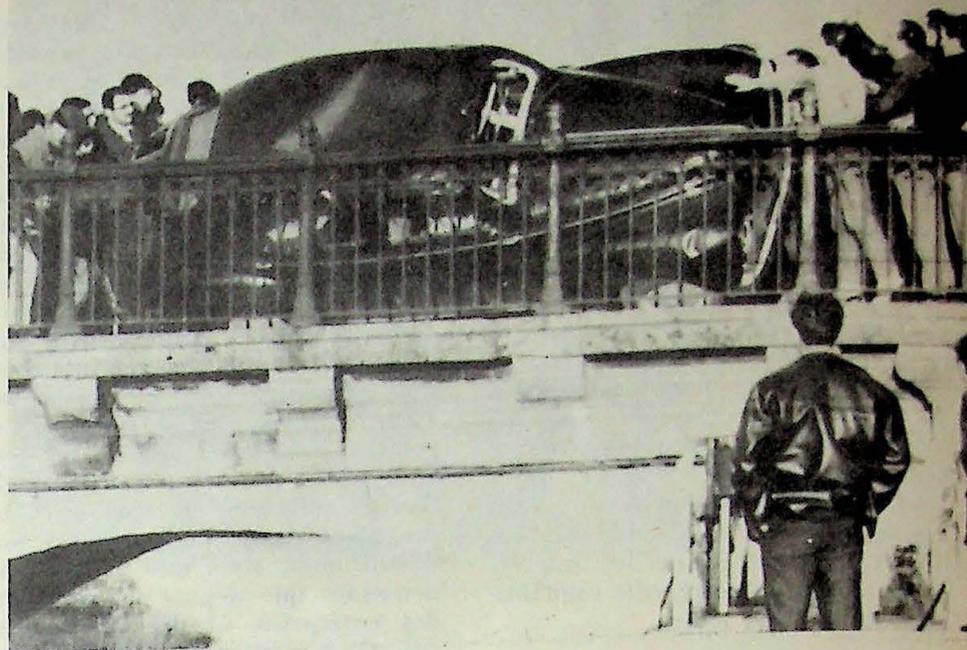
Une petite fraction des vins produits en France est de qualité très médiocre, « titrant » moins de 8 degré environ, 4 millions d'hectolitres ne peuvent être consommés en cet état il faut donc y ajouter des vins « lourds » que l'on fait venir d'Algérie ; c'est le procédé du « coupage » ; il s'applique à certains vins produits dans les vignes du Languedoc-Roussillon comme à des vins du Centre de la France ; les producteurs de ces vins sont souvent partisans des importations d'Algérie puisque sans ces importations leur production ne pourrait être que distillée.

4 - Le vin algérien :

Pourquoi dans ces conditions ne pas importer d'Algérie que les quantités réduites nécessaires au coupage ?

On est déjà passé de 15 millions d'hectolitres à 7 (plus un million du Maroc et 0,3 de Tunisie) ne pourrait-on diminuer encore ? ainsi l'équilibre de l'offre et de la demande se rétablirait et les cours français se tiendraient au-dessus du cours minimum de 5,40 F le degré hectolitre (ce qui veut dire 54 F l'hectolitre pour un vin titrant 10 degrés).

C'est un problème politique et économique. Les Français ont créé le vignoble algérien, celui-ci est la seule ressource pour des milliers d'hommes ; le reconvertir n'est guère possible. D'autre part la vente de son vin par l'Algérie lui permet d'obtenir des francs français et de payer ses importations. D'ores et déjà le gou-



Jusqu'où peut aller la colère des viticulteurs : ici à Carcassonne des voitures par-dessus bord dans le Canal du Midi.

A.F.P.

vernement Boumedienne a fait savoir que faute de débouchés en France il devrait annuler des achats à plusieurs industries françaises.

Le gouvernement de De Gaulle attache la plus grande importance à maintenir de bonnes relations avec les Algériens et ceux-ci ont le sentiment, vrai ou faux, que de Gaulle parti, la politique de la France sera moins favorable à l'égard de l'Algérie. La gauche ne peut laisser cette idée se développer, il y a sans doute d'autres façons d'aider l'Algérie que de lui acheter son vin ; celle-ci restant la plus sûre et la plus immédiate (avec les achats de pétrole, de gaz et de fruits et légumes).

5 - La situation actuelle :

Le gouvernement est dans un embarras extrême. Pour le moment les cours du vin sont aux environs du prix minimum ; les récoltes françaises de 1965 et de 1966 sont en partie bloquées dans les chais ; elle est débloquée par tranches (il y a déjà eu trois déblocages depuis le début de l'année) ; quant au vin algérien on n'en a encore admis de faire venir que 1.800.000 hectolitres ; mais le ministère des Affaires étrangères réclame l'application rapide des accords avec l'Algérie pour éviter une détérioration des relations diplomatiques. Tout déblocage important ou toute arrivée massive de vin d'Afrique du Nord risque de faire baisser à nouveau les cours et d'attirer le feu qui couve dans le Midi.

6 - Les solutions :

Il n'y a pour l'immédiat que deux solutions. Ou bien la distillation de

quantités plus importantes de vins de qualité médiocre ; dans ce cas le budget de l'État rapporterait en partie la différence entre le prix d'achat de ces vins et le prix de vente de l'alcool soit environ 36 francs anciens par litre ; les importateurs couvriraient le reste des dépenses, ou bien le stockage du vin après achat en France ou même en Algérie.

En tout cas il faut tenir compte de la situation des petits viticulteurs du Midi. Ils ont eu depuis 3 ans des récoltes relativement faibles et de ce fait ils souffrent plus du blocage que les autres ils ne devraient en aucun cas supporter le coût du financement des opérations de distillation ou de stockage.

A plus long terme il faudra bien résoudre le problème de l'assainissement du marché du vin.

La solution passe obligatoirement par une réduction de la quantité des vins médiocres donc l'arrachage de certains vignobles du Centre de la France et la replantation de vignobles du Midi en bons cépages. Pour y parvenir il faut mettre à la disposition des agriculteurs les moyens techniques et financiers qui sont nécessaires et il faut modifier la réglementation du coupage.

Cela aurait dû être fait depuis longtemps ; mais, comme en d'autres domaines, l'absence de véritable plan de développement et de spécialisation régionale de l'agriculture française n'a pu conduire qu'à la prolétarisation ou à l'exode rural.

Le gouvernement doit prendre une décision le 21 avril et l'assemblée nationale en discutera le 28. □

Genève

Ce qu'est le Kennedy Round

Rémy Grillault

Les négociations qui se poursuivent à Genève sous le nom de Kennedy Round sont entrées dans une phase décisive. De leurs résultats dépend beaucoup de choses. L'évolution du Marché commun, les relations avec la Grande-Bretagne et avec les Etats-Unis, le développement des pays sous-développés seront fortement influencés par les décisions de Genève.

En France même la situation de millions d'agriculteurs et de travailleurs de l'industrie, peut être modifiée par l'application de ces décisions.

Pour éclairer les lecteurs de « T.S. » nous essaierons d'expliquer ce qu'est le Kennedy Round en répondant à 10 questions.

1 - De quoi s'agit-il ?

Il s'agit de négociations pour faciliter les échanges de marchandises entre pays et développer le commerce international. Cela doit se faire grâce à une réduction des droits de douane et à un allègement des autres formes de protection contre les importations.

2 - Quelle est l'origine de cette négociation ?

Le 11 octobre 1962 le président Kennedy avait arraché aux parlementaires américains le droit de négocier des réductions de droits de douane pour les produits entrant aux Etats-Unis contre des réductions équivalentes accordées par les autres pays. C'est la première fois que le parlement de Washington donnait un tel pouvoir au Président ; mais, cette autorisation était accompagnée de multiples conditions : en particulier, il est prévu dans la loi que la négociation doit être terminée le 1^{er} juillet 1967 ; ceci explique la fièvre qui règne actuellement à Genève ; si les discussions ne sont pas terminées dans moins de 3 mois, il faudra que le Président Johnson demande une prolongation de l'autorisation ; or il n'est pas certain qu'il l'obtienne facilement.

3 - Qui participe aux négociations ?

Il y a 51 pays représentés à la conférence de Genève sans compter 30 pays « associés ». En fait les partenaires forment 4 groupes. Les Etats-Unis sont le principal interlocuteur, ils dominent les débats parce qu'ils en sont les initiateurs mais aussi en raison de leur importance économique.

Les 6 pays du Marché commun négocient comme s'ils formaient un seul Etat : ils se mettent d'accord avant les réunions et ensuite ce sont

les représentants de la commission de Bruxelles qui négocient. La Grande-Bretagne et les 6 autres membres de l'association européenne de Libre-Echange sont moins unis ; chacun discute pour son propre compte, ce sont les principaux partenaires de la C.E.E. dans le commerce européen.

Enfin il y a « les autres » ce qui comprend des pays occidentaux très industrialisés comme le Canada, et le Japon, et des pays en voie de développement, mais, il y a aussi des pays de l'Est puisque la Tchécoslovaquie participe aux débats.

4 - Sur quoi portent les discussions ?

Le Trade Expansion Act voté par le congrès américain autorise le Président à réduire tous les droits de douane y compris les droits pesant sur les produits agricoles.

Cependant très vite, certains pays ont dit qu'ils ne voulaient pas réduire la protection de certaines industries particulièrement fragiles ou bien qu'ils voulaient les réduire moins que les autres. C'est ainsi que les 6 du Marché commun ont mis en « exception » partielle ou totale les pâtes à papier, les tracteurs agricoles, les matériels de travaux publics, l'aluminium, les produits textiles en coton et en jute, les produits de la chimie organique, les camions et les avions, les montres et les machines outils.

5 - Quelles seront les réductions de la protection ?

En principe la réduction de droit sera de 50 %. Par exemple les voitures anglaises importées en France ne paieront plus que 15 % de droits au lieu de 29 %.

Les voitures françaises exportées aux U.S.A. n'acquitteront que 4 % de droit au lieu de 8 %.

Le principe ne sera pas toujours appliqué exactement parce que les tarifs actuels sont très différents selon les pays. Dans l'exemple précédent la protection en France resterait encore importante (15 %) alors qu'aux U.S.A. elle serait insignifiante (4 %). Aussi a-t-il été prévu des règles spéciales pour éviter d'arriver à des résultats inéquitables.

6 - Quelle est la situation des pays sous-développés ?

Les pays en voie de développement redoutent que les accords se fassent à leur détriment ; les réductions de tarifs avantagent les pays déjà industrialisés ; ils désirent obtenir des avantages particuliers. Ils voudraient que pour leurs propres produits manufacturés les tarifs soient

plus bas à l'entrée d'un pays industrialisé que pour les produits similaires des autres pays industriels. Pour les produits agricoles ils demandent que des accords soient conclus entre tous les importateurs et tous les exportateurs pour fixer des débouchés garantis et des prix stables et rémunérateurs.

Les pays du Marché commun ont admis que certaines de ces demandes étaient légitimes et des discussions se déroulent actuellement pour fixer des règles internationales pour le commerce des céréales (prix minimum de quotas de vente).

Néanmoins il est clair que le Kennedy Round est un immense marchandage entre pays « nantis » et que malgré quelques efforts les pays du monde sous-développé n'ont pas grand chose à en attendre.

7 - Que préparent les 6 pour les produits agricoles ?

Après d'interminables conciliabules les 6 membres de la C.E.E. se sont mis d'accord pour préparer d'une part des réductions de tarifs sur quelques produits (œufs, volailles, fruits et légumes, bières, vins fins...) et d'autre part des accords internationaux sur les grands produits qui obligeraient les commerçants internationaux à respecter un cours international fixé à l'avance et qui conduiraient les Etats à ne pas produire plus qu'un certain pourcentage de leur consommation. S'ils dépassaient ce pourcentage ils devraient verser « l'excédent » à un fonds mondial d'aide alimentaire.

8 - Quelles sont les grandes difficultés rencontrées à Genève ?

Chaque pays aurait voulu obtenir le maximum de concessions de la part des autres tout en préservant ses industries les plus vulnérables.

Par moments il y a donc eu de véritables escalades dans les demandes d'exceptions. Or plusieurs petits pays ne sont guère intéressés que par la vente de quelques produits, par exemple les pays scandinaves étaient surtout désireux de mieux vendre leurs métaux non ferreux et leurs pâtes à papier, mais de fortes réductions de droit auraient abouti à détruire les industries françaises correspondantes : il faut donc chercher un compromis.

Les pays européens ont également fait remarquer que le marché américain n'était pas protégé seulement par des droits de douane mais aussi par toute une réglementation qui permet aux douaniers U.S. de repousser certaines entrées de marchandises sans discussion possible.

Enfin les européens ont craint à juste titre que les Américains profitent de leur énorme avance technique pour envahir les marchés et en conséquence y empêcher le développement des industries dans les secteurs de pointe.

9 - Quel est l'enjeu final ?

Si les négociations réussissaient pleinement, l'avantage que s'accordent les pays membres du Marché commun diminuerait considérablement. Sans parvenir à une véritable

zone de libre-échange atlantique on réduirait fortement la constitution de blocs commerciaux isolés ; c'est ce que désiraient avant tout les américains.

10 - Mais les négociations vont-elles réussir ?

Au cours des derniers mois la volonté d'aboutir à un résultat positif semble avoir beaucoup faibli aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe ; toutefois aucun pays n'a osé remettre directement en cause le principe des négociations. C'est à travers les difficultés partielles que chacun a tâté la volonté d'aboutir des autres et son degré de résistance. Les 6 du Marché commun sont restés longtemps assez divisés. Aujourd'hui le rapprochement des politiques française et allemande sur la base d'une plus grande méfiance à l'égard de l'hégémonie économique américaine a entraîné la C.E.E. sur des positions de grande fermeté notamment à propos des protections « administratives » et de l'aide alimentaire mondiale. Il est donc encore possible que tout échoue ; c'est néanmoins peu probable.

Même si elles doivent être prolongées au-delà du 1^{er} juillet les discussions apporteront sans doute des réductions tarifaires nombreuses. Mais l'importance des « exceptions » et des réductions partielles (inférieures à 50 %) ou conditionnelles (soumises à des concessions à venir) aura changé la matière de toute l'opération et aboutira à un résultat très différent de celui qu'escomptait Kennedy lorsqu'il lança son offensive de libéralisation des échanges mondiaux. □

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Harris Puisais

Directeurs adjoints
Gérard Constant
Christian Guerche

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Secrétaire de la rédaction
Claude Glayman

Administration :
54, boulevard Caribaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration
Publicité littéraire :
71, rue des Saints-Pères
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F
Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

□ Progrès du P.S.U. à Paris

Après la campagne des élections législatives, le Secrétaire de la Fédération de Paris a entrepris de faire ses comptes. Il a constaté avec satisfaction que le bilan électoral positif du Parti à Paris s'est accompagné de progrès notables dans le renforcement de l'organisation. En effet, à côté des 15.000 électeurs supplémentaires gagnés pendant la campagne, les premiers pointages nous indiquent que c'est plus de 10 % d'adhérents nouveaux supplémentaires que comptera cette année notre Fédération. Il est remarquable de constater que l'arrivée dans les rangs du Parti de ces nouveaux camarades est en général liée aux progrès de l'influence électorale de nos candidats.

Ainsi dans le 3^e arrondissement où David Weill, candidat du P.S.U., a réalisé une progression importante, en voix et en pourcentage, des suffrages recueillis par notre Parti, notre sélection du 3^e a d'ores et déjà doublé son effectif de 1966. Dans le 6^e arrondissement où la percée électorale opérée par Jacques Lautman est particulièrement remarquable pour une première expérience, c'est d'ores

et déjà plus d'une dizaine de nouveaux camarades qui ont pris leur place dans la vie de la section. Dans le 15^e arrondissement où le P.S.U. présentait des candidats dans deux circonscriptions sur trois (la troisième étant celle d'Alain Savary contre lequel le Secrétaire Fédéral avait décidé de ne pas présenter de candidat), l'effectif 1967 a presque doublé par rapport à l'année dernière. A ce jour, 32 nouveaux adhérents ont pris leur carte dans notre section du 15^e qui ainsi va prendre un essor important. Dans le 20^e arrondissement où André Gozard a réalisé une première implantation réussie dans le quartier de Belleville, notre section a déjà dépassé son effectif de l'année dernière. A ce jour, 14 nouveaux camarades sont venus grossir ses rangs.

Ainsi ce premier bilan fait largement ressortir que, dans plusieurs quartiers de Paris, la campagne électorale du P.S.U. a permis un renforcement important du potentiel militant de notre Parti. Dès lors l'action de nos sections va pouvoir s'amplifier dans les semaines et les mois qui viennent. □

□ Une initiative à reprendre

Dimanche 16, la section du 18^e arrondissement avait décidé d'organiser une collecte sur les marchés de l'arrondissement au profit des grévistes.

Que cette initiative ait provoqué l'arrestation de deux de nos camarades, ait entraîné l'intervention des élus de gauche, ait suscité l'intérêt le plus vif auprès de la population au point de provoquer des adhésions au P.S.U. ; cela prouve au total qu'une politique concrète est efficace et parlante. Cela prouve en outre que le P.S.U. est indispensable puisque là-même où l'on aurait pu croire que des actions de ce type allaient de soi, il n'en était rien !

La solidarité à l'égard des luttes sociales actuelles passe par là, elle favorise le dialogue de la gauche sur des thèmes d'actualité, elle démontre la voie que doit suivre le P.S.U. On reviendra sur cette initiative qui ne doit pas manquer d'être reprise ailleurs. □

□ Nouvelle section

À côté de la section d'Yerres, une nouvelle section vient de se constituer dans l'Essonne ; elle groupe les adhérents des trois communes de Boussy-Saint-Antoine, Quincy-sous-Sénart et Epinay-sous-Sénart et prend le nom de section de Val d'Yerres.

Le secrétaire en est Marcel Mandet, 45, Villa des Sorbiers, Boussy-Saint-Antoine. □

SAMEDI
ET DIMANCHE
PROCHAINS
22 et 23 AVRIL 1967

ASSISES
NATIONALES
DU COMITE
VIETNAM
NATIONAL

THEATRE MUNICIPAL
D'ISSY-LES-MOULINEAUX
(Salle des Sports)

Métro : Mairie d'Issy

Première séance
Samedi 22 avril à 14 h

□ Le milliard continue son action

Au cours de son assemblée générale, réunie le 15 avril, le Mouvement du Milliard pour le Vietnam a décidé de continuer à développer sa campagne pendant les deux mois à venir et d'engager une large réflexion parmi ses militants, pour envisager les moyens qui permettront de ne pas gaspiller l'expérience politique acquise. Les participants se sont réjouis de l'élargissement et de l'approfondissement des luttes contre l'agression américaine et pour le soutien aux positions des Vietnamiens ; ils ont constaté que le Mouvement du Milliard pour le Vietnam avait joué un rôle important et spécifique dans ce développement. Plusieurs initiatives sont prévues au mois de mai et elles devraient permettre, de même que les Assises du Comité Vietnam National et les Etats Généraux pour la Paix au Vietnam, un développement important des luttes en France. L'unité de tous ceux qui luttent contre l'agression américaine et pour le soutien complet aux positions des camarades vietnamiens, demeure la condition indispensable à leur succès.

Le vendredi 21 avril à 21 h, les Associations de Travailleurs et d'Etudiants guyanais, guadeloupéens, martiniquais et réunionnais organisent à la *Mutualité* une grande *manifestation de solidarité avec la lutte du peuple vietnamien* et au profit du Mouvement du Milliard pour le Vietnam. Au cours de cette soirée, Aimé Cesaïre et Paul Verges diront les raisons pour lesquelles le peuple vietnamien défend la cause de tous les peuples en lutte pour leur indépendance. En projection exceptionnelle à Paris, un grand film vietnamien sera projeté.

Nous rappelons l'adresse du Mouvement du Milliard pour le Vietnam : B.P. 34.13, C.C.P. 17313-02 Paris. □

□ Les marches du MCAA

Nous rappelons les principaux rendez-vous des marches organisées samedi et dimanche prochains :

Samedi 22 avril

BRETAGNE - de Bruz à Rennes.

Dimanche 23 avril

REGION PARISIENNE - de Charenton à Suresnes.

NORMANDIE - de Nonancourt à Dreux.

NORD - de Lille à Helemmes.

FRANCHE-COMTE - de Macornay à Lons-le-Saunier.

BASSES-PYRENEES - de Coaraze à Pau.

HAUTE-GARONNE - de Muret à Toulouse.

LANGUEDOC - de La Madeleine à Montpellier.

LYONNAIS - dans la ville de Lyon.

PROVENCE - de Sorgues à Avignon.

LORRAINE - autour de Metz.

Compléments :

Parallèlement aux marches de la paix que le MCAA organise dans toute la France, les groupes de l'Yonne du MCAA et du Mouvement de la Paix organisent samedi 22 avril à Auxerre une marche de protestation contre l'agression américaine au Vietnam et le danger d'un conflit nucléaire. Départ à 16 h 30 du passage Soufflot. Tous nos camarades disponibles se feront un devoir d'y participer.

La section P.S.U. était au nombre des organisateurs de la Marche Silencieuse pour la Paix au Vietnam qui s'est déroulée le samedi 15 avril à Chalon-sur-Saône. □

□ Souscription du P.S.U.

Notre premier appel a été entendu. Mais il est indispensable que les efforts entrepris soient largement développés. Notre Parti n'a comme seules ressources que celles qui lui viennent de ses militants et de ses sympathisants.

Grâce à leur aide et à leur compréhension, nous avons pu mener une campagne importante. Il est indispensable maintenant d'apurer tous les comptes, pour permettre à notre Parti d'engager de nouvelles batailles.

Amis lecteurs, nous comptons sur vous. Adressez vos dons et souscriptions à Jean Arthuys, trésorier national, C.C.P. Paris 14020-44.

Au secours des Kurdes

Jean-Pierre Antébi

Depuis le début de l'année, des affiches sont apparues sur les murs de Paris appelant à soutenir la révolution kurde, à aider un peuple victime d'un monstrueux génocide. Pourtant, on parle peu dans la presse de ce qui se passe en Irak, on ignore délibérément ce massacre quotidien.

L'histoire

Encore une fois, l'Occident a mauvaise conscience, il préfère se taire. Les Kurdes forment au Moyen-Orient une population d'environ dix millions d'habitants vivant dans des régions montagneuses très riches en matières premières, notamment en pétrole dans la partie irakienne; d'origine indo-européenne, ils refusent la politique « pan-arabiste » qu'on veut leur imposer.

Dominés pendant cinq siècles par les Ottomans, ils accueillirent avec espoir la victoire des alliés en 1918, victoire qui aurait dû leur donner, avec l'indépendance, un Etat national. Cela était contenu non seulement dans la déclaration franco-britannique du 8 novembre 1918 qui affirmait que les peuples opprimés par les Turcs auraient enfin des gouvernements nationaux, mais aussi dans le traité de Sèvres du 10 août 1920.

L'Etat kurde ne devait jamais naître; cependant, pour éviter les troubles, en 1922, le gouvernement de Bagdad promettait une sorte d'autonomie interne. En 1929, cette promesse restée elle aussi lettre morte, les Kurdes se voyaient contraints de prendre les armes pour la première fois. Ils devaient le refaire en 1931-32-33, contre le gouvernement de Bagdad d'une part, et les Anglais d'autre part. Depuis lors, la guérilla ne devait cesser.

En 1945, nouvelle trahison lorsque Noury Saïd viole l'accord passé avec M. Moustafa Barzani, aujourd'hui général en chef de l'armée de libération kurde; nouveau combat aussi où l'Angleterre devait une fois encore intervenir.

L'éternelle répression

Citons ici les paroles du capitaine P. Mumford: « On espérait que le gouvernement arabe aurait pu, seul, régler la situation. On s'aperçut bien vite qu'il n'en était pas question, vu la profondeur du sentiment kurde et l'incompétence de l'armée arabe. La Royal Air Force eut à supporter la plus grande partie des opérations. Le bombardement des villages kurdes devint inévitable si l'on voulait mater la rébellion. »

L'effondrement de la dynastie hachémite le 14 juillet 1958 et la proclamation de la République donnait l'espoir de voir la fin de cette guerre. La constitution du 22 juillet reconnaissait en effet aux Kurdes les mé-



Le général Aref, chef de l'Etat Irakien. A.F.P.

mes droits qu'aux Arabes; l'Irak était désormais le territoire de deux peuples. Cette constitution ne donnait cependant pas entière satisfaction au Parti Démocratique du Kurdistan qui lui reprochait de proclamer dans son article 2 que l'Irak était partie intégrante du monde arabe, ce qui n'est pas sans contradiction avec l'article 3, reconnaissant les droits nationaux kurdes. L'espoir de voir enfin appliquée cette dernière promesse fit oublier l'article 2 pour un temps.

La politique de Kassem devait d'ailleurs modifier cette attitude. Faisant fi de la Constitution, celui-ci reprenait une politique de répression vis-à-vis des Kurdes, mutant au sud les fonctionnaires et les officiers pour les remplacer par des Arabes, armant, comme l'avait fait Noury Saïd, les féodaux réactionnaires originaires des tribus de Zibar et de Lolan, et les incitant à combattre les Barzans, fer de lance de la révolution kurde animée par le général Barzani, frère du chef de la tribu des Barzans.

Les événements devaient alors se précipiter; tandis que Kassem envoyait la 2^e division de son armée sur Barzan, le Parti Démocratique du Kurdistan faisait connaître ses revendications en trois points:

- Fin de la période de transition (« dictature » de Kassem);
- Reconnaissance de l'autonomie du Kurdistan irakien dans le cadre de la république;
- Restauration immédiate des libertés démocratiques.

Le 7 septembre, l'aviation irakienne bombardait Barzan, entraînant par là le débat d'une nouvelle révolte. Les différents communiqués de Bagdad annonçant victoire sur victoire cachaient la réalité; bien au contraire, les Kurdes, guerriers montagnards, devaient repousser toutes les attaques. Mais, victorieux sur le terrain, ils étaient victimes de bombardements qui donnèrent à cette guerre son véritable caractère: un génocide.

La protestation internationale

Le 9 juillet 1963, la délégation de l'U.R.S.S. présentait au Conseil économique et social des Nations unies un mémorandum commençant comme suit:

« Un crime est actuellement commis contre le peuple kurde sur le territoire de la République d'Irak... »

Relatant les faits et appuyant les revendications kurdes, il aboutissait à la résolution suivante:

- constate avec préoccupation que le gouvernement irakien a entrepris contre les populations kurdes vivant dans la partie nord de la République d'Irak des opérations militaires qui, par leur nature, constituent un acte de génocide;
- condamne résolument ces actes comme contraires à la charte de l'O.N.U. et à la résolution 96 du 11 décembre 1946, sur le crime de génocide;
- considère que les opérations militaires entreprises contre les Kurdes sont contraires à la convention de 1948... à laquelle l'Irak adhère;
- demande au gouvernement irakien de mettre fin aux opérations.

Ce texte n'obtint que deux voix: l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie. Certains pays, dont la France, votèrent contre pour ne pas s'ingérer dans les affaires d'autrui. D'autres, dont l'Inde, la Jordanie, etc., refusèrent

de le voter, estimant être peu informés, et ne voulant pas gêner Bagdad. D'autres, comme la Grande-Bretagne, parce que l'ordre du jour était déjà trop chargé.

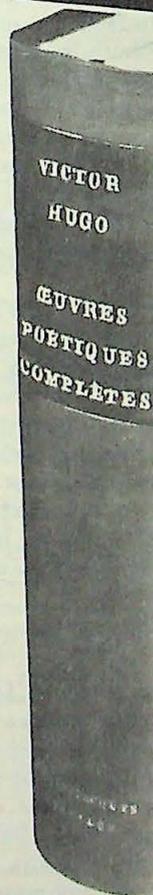
Aucune solution

Entre temps, en février 1963, Kassem avait été renversé; là encore, un nouvel espoir s'estompait malgré les déclarations de Salah Ali Al Saadi: « Les provinces kurdes auront leur propre administration. » Les bombardements reprirent de plus belle, le « pan-arabisme » du Baas ne pouvant se concilier avec la reconnaissance d'une communauté kurde.

La venue de Aref au pouvoir ne devait apporter aucun élément nouveau. La guerre continuait, les Kurdes repoussant toujours les attaques terrestres, infligeant même, au printemps 1966, une défaite sévère à l'armée irakienne, qui conservait cependant sa supériorité grâce à l'aviation. Que pourraient en effet ces sans-culottes de la révolution kurde armés de courage et de foi contre les bombes au napalm (les mêmes qu'au Vietnam) larguées par les Migs et les Illyouchines de l'armée? Car aujourd'hui, ce n'est plus seulement du matériel britannique mais aussi du matériel soviétique qui est utilisé là-bas.

On peut certes se poser des questions sur le changement d'attitude de certaines puissances, sur le sens de ce complot du silence. Gageons que le pétrole n'y est pas étranger. □

Ce chef-d'œuvre de l'Édition Française doit figurer dans votre bibliothèque...



ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES de VICTOR HUGO en un seul volume!

Jamais, dans aucun pays, écrivain n'a eu l'audience de cet immense poète dont deux millions de Français ont suivi le cercueil. La poésie de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et l'Histoire tout court. Si, dans la bibliothèque de chaque Français ne devait figurer qu'une seule œuvre poétique, ce ne pourrait être que celle de Victor Hugo.

Mais cette œuvre gigantesque (153.873 vers !) était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils souvent introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant de toutes les tables nécessaires et d'une chronologie illustrée de 40 pages. Ce volume salué à la Foire du livre de Francfort comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne, contient 13 millions de caractères, 1.800 pages format 21 x 27, d'une typographie aérée sur beau papier, reliure pleine toile, tranche supérieure dorée à l'or fin. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera

L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

Magnifique volume (COMBAT)... la dernière merveille (L'EXPRESS)... inépuisable recueil (FIGARO)... l'événement littéraire de l'année (ARTS)... un admirable livre qui fait honneur à l'édition française (L'INFORMATION)... "un des livres les plus saisissants de l'année..." la Grande Encyclopédie du lyrisme français" CLAUDE ROY une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE)

l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc - car le tirage s'épuise rapidement - de profiter des conditions exceptionnelles dont vous fait bénéficier la Librairie Pilote: envoi immédiat franco à domicile - examen gratuit pendant 5 jours avec faculté de retour - règlement 135 F comptant ou 3 mensualités de 45 F ou 10 mensualités de 14,40 F. Adressez-nous dès aujourd'hui le bon ci-dessous:

BON à adresser à la "TRIBUNE PILOTE", 54, Bd Garibaldi Paris-15^e
Veuillez m'adresser les Œuvres Poétiques complètes de Victor Hugo.
Je vous réglerai 135 F comptant en 3 mensualités de 45 F en 10 mensualités de 14,40 F. Sinon je vous retournerai l'ouvrage dans les 5 jours (en bon état et dans son emballage d'origine) et dans ce cas, je serai libre de tout engagement.

NOM..... Profession.....
Adresse.....
N° C. C. P. ou bancaire.....
Adresse bancaire.....
Signature.....
T.S. 4-3

Danse

A la recherche d'un autre public

Dominique Dupuy

Depuis plus de cinq ans, les Ballets Modernes de Paris, que dirigent Françoise et Dominique Dupuy, mènent sans bruit inutile, mais avec un entêtement qui provoque l'estime de tous, une action en profondeur, pour amener un très vaste public, aux spectacles de danse. Créateurs du Festival des Baux, seul Festival consacré à la danse en France, ayant les premiers défriché le terrain pour la danse, dans les Maisons de la Culture, associés à nombre d'entreprises avec les Centres Dramatiques de Province, les Ballets Modernes de Paris effectuent actuellement une tournée en France, avec leur dernière création : « Antigone ». Nous disons ici, tout le bien que nous en pensons.

Mais nous avons interrogé Dominique Dupuy, sur la situation de la danse en France, et sur l'orientation qu'il entend donner à son activité dans les mois à venir.

T.S. — Le sentiment général en France est que la danse se meurt, faute de public, et par voie de conséquence, de compagnies. Qu'en pensez-vous ?

— Quand on parle de danse, il faut sans doute s'entendre et sur le terme et sur le style.

Il est évident que la danse a été liée pendant très longtemps, trop longtemps, à une certaine forme de théâtre lyrique. Ce théâtre est largement dépassé. Et la danse qui était liée à cette esthétique et à cette conception, et qui au surplus, a toujours été traitée en parente pauvre, ne pouvait que sombrer dans ce naufrage.

En réalité, il faut à la fois, créer un répertoire contemporain, et trouver un nouveau public.

Ceci est un des éléments de la crise.

Ajoutons deux remarques évidentes. La production d'un spectacle chorégraphique est en soi coûteuse. Et elle le sera de plus en plus. Les mécènes qui tels Diaghilew, ont pu exister et favoriser des créations passionnantes, sont aujourd'hui disparus.

La conception étriquée, qui consiste à produire des spectacles, composés de « pas de deux » et autres exercices de virtuoses, même quand ils sont bien exécutés, déçoivent en profondeur un public qui attend une autre qualité d'émotion, et qui se trouve désaccordé avec les éternelles « variations » qu'on lui présente.

Si c'est cette danse que vous pensiez, il est vrai qu'elle se meurt.

T.S. — Mais alors, comment renouveler le répertoire ancien et constituer — ce qui me semble plus proche de vos préoccupations — un répertoire nouveau ?

— Je crois que l'on peut s'inspirer de ce que Copeau, puis le Cartel ont fait pour le théâtre. Vous voyez que je suis modeste. En réalité et à bien y réfléchir, nous avons en France, à faire pour la danse ce qui a été fait pour le théâtre depuis longtemps.

Mais dans les conditions d'aujourd'hui,

il faut débarrasser la danse de ses afféteries, de ses clin d'œil, envers un public qui pour être restreint et parfois passionné, n'en a pas moins pris de très mauvaises manies.

Il faut donc chercher et trouver un nouveau public, qui puisse voir et ressentir beaucoup plus simplement et fortement l'action chorégraphique qui lui est présentée.

Ce public, nous le recherchons et nous le constituons depuis des années, avec les Maisons de la Culture, et les grandes Associations Culturelles, en province, comme à l'étranger. Ce n'est pas non plus un hasard, si nous présentons régulièrement nos spectacles dans la capitale, dans le cadre du T.E.P.

Il ne faut d'ailleurs pas croire que cela est simple ou facile. On dit communément, que ce public accepte aisément ce qu'on lui présente, sous prétexte qu'il a « l'estampille culturelle ». En réalité il faut prendre un soin extrême dans ce qu'on lui présente, le faire avancer, sans le désorienter.

C'est la raison pour laquelle, nombre de nos créations, et Antigone, en dernier, s'appuient sur des références, au théâtre ou à d'autres arts.

Il est vrai que les sensibilités évoluent de même que les goûts et les critères. Mais il me souvient — et ce n'est pas si loin — des réactions que provoqua en 1962 une de nos créations sur une musique d'Olivier Messiaen.

T.S. — Vous avez donc un public exigeant ?

— Oui et nous nous en félicitons. En réalité plus nous irons et plus le public exigera des spectacles techniquement accomplis. Le temps est fini où l'on pouvait réunir quelques danseurs qui enroulaient leurs mouvements devant des rideaux noirs ou gris, avec quelques projecteurs qui suivaient l'action. Non, maintenant le public, à Paris comme en province, est habitué à voir des spectacles techniquement très au point. Ceci est d'ailleurs valable partout.



Martha Graham, la très grande danseuse américaine, me disait dernièrement, avoir renoncé pendant de longues années à présenter un spectacle, faute des capitaux lui permettant d'assurer les conditions techniques de réalisation. Il est vrai que les moyens employés, par elle lors de son actuelle saison londonienne, m'ont laissé rêveur...

T.S. — Mais alors le problème des subventions est plus aigu que jamais ?

Nos « Ballets Modernes de Paris » sont subventionnés par les Arts et Lettres, mais petitement. Une aide en matériel, non négligeable, vient s'y ajouter. Il reste que pour entretenir une troupe de douze à quatorze danseurs, et de créer le nombre de spectacles que l'on attend de nous, ces moyens sont dramatiquement insuffisants.

Depuis des années, on nous assure

que les moyens mis à la disposition des Compagnies de Danse, par le Ministère des Affaires Culturelles, vont être revus en hausse, et en hausse sérieuse. Pour l'heure ils sont dérisoires. Surtout si l'on songe à tout ce qui pourrait être créé.

T.S. — Quels sont vos projets ?

Ils ne manquent pas. Mais vous savez que la manifestation à laquelle nous attachons le plus de prix est le Festival des Baux. Cette année nous revenons aux sources dans un spectacle de danse pure qui comprendra quatre ballets : « Jeux d'Espace » sur une musique d'Alain Houhaness, « Le Regard », sur une musique de François Bayle, « La Création du Monde », sur la musique de Darius Milhaud, et enfin, une reprise du « Mandarin Merveilleux », de Bela Bartok.

(Propos recueillis par Marc Echeverry.)

Antigone retrouvée

Le pari était audacieux. Il a été en grande partie gagné. L'action chorégraphique, montée par Françoise et Dominique, combine, musique, danse et texte de Sophocle, dans un spectacle qui se veut total, mais dont la tension est créée avec une économie de moyens et une ferveur intérieure, qui touchent profondément.

Certes parfois, l'exécution ne répond pas entièrement à l'intention. Je songe notamment aux passages dits par le récitant témoin. Jacques Garsi, manque des moyens, et du lyrisme dont font preuve au contraire tous ses partenaires.

Mais ce sont là, critiques bien légères par rapport à la réussite de l'ensemble.

Dans cette action chorégraphique, les différents épisodes font monter

l'action d'une manière saisissante. La danse ici n'est pas un commentaire plus ou moins plaqué sur la musique, elle devient moyen d'expression qui se fond dans une réalisation plus vaste, et valorise le thème choisi.

Françoise Dupuy (Antigone), Anne-Marie Gallois (Ismène), Jean Bouffort (Polynice), Dominique Dupuy (Hémon) et Norman de Joie (Éteocle) se détachent d'une distribution particulièrement homogène. Françoise a des moments et des gestes d'une rare noblesse.

Les décors du peintre espagnol Modest Cubart, particulièrement adaptés, ont un côté soufre, qui renforce le climat désiré. La musique du compositeur japonais Jasuo Sueyoshi, crée dans ses dissonances étranges des moments tout à fait insolites.

Un spectacle qui impose le respect. □



Les jeunes pourraient bien être autre chose.

Photo Pic

Théâtre

Agresseurs, agressés

Claude Glayman

En quelques années, Georges Michel est devenu un auteur de théâtre, sinon célèbre, du moins joué. Par rapport à la « Promenade du dimanche » (1), « L'Agression » témoigne d'un certain étoffement. Les personnages se multiplient, qu'ils appartiennent aux clans des vieux ou des jeunes ; la recherche de langage est plus méthodiquement poursuivie, de nouveaux thèmes interfèrent (la sexualité notamment alors que l'univers économique n'existe toujours qu'au niveau de clichés). L'hébergement au T.N.P. autorise, certes, une ampleur de mise en scène, interdite en d'autres lieux mais peut-être illusoire. Bref, on assiste au mûrissement d'une œuvre, ce qui en soi mérite attention, mais ce qui, compte tenu des lignes de départ de G. Michel à chaque fois un peu plus confirmées, ne nous conduit pas à une adhésion que nous refusons déjà aux « Promeneurs du dimanche » (2).

La mise en accusation de notre civilisation ne peut aboutir que si elle s'appuie sur des allusions et une thématique puisées d'une observation exigeante du réel. G. Michel se limite à une caricature qu'il lui est d'autant plus aisé de dénoncer qu'il esquive le véritable dilemme : notre

civilisation n'est peut-être contestable que parce que notre société l'est ; qui pourrait sans d'autres formes de procès ni de preuves affirmer péremptoirement que d'autres sociétés ne sont pas élaborables autour de notre civilisation.

La civilisation de l'audio-visuel s'est peut-être fourvoyée en succombant au vertige publicitaire ou à une télévision que le système a toute raison de ne pas vouloir dominer. Ce n'est qu'un exemple mais l'on reste convaincu, jusqu'à démonstration du contraire, qu'une civilisation fondée sur l'instrumentation moderne serait capable de donner naissance à d'autres modes de vie. L'irréparable amalgame de G. Michel le porte à une condamnation indistincte d'où sont exclus tout salut, toute solution. L'on n'est guère surpris, dans ces conditions, que les jeunes « agresseurs agressés » par excellence, ne se voient offrir d'autre destin que de s'intégrer aux vieux et aux bourgeois.

A l'origine de cette confusion, il y a de toute évidence un regard retenu par les généralités et les seules apparences de notre « Way of life ». Ghetto de la caricature qui contraint G. Michel à décrire, à reproduire, à imiter quelques tranches de vie actuelle diagnostiquées à la surface ; au lieu de créer une dramaturgie de l'âge moderne dont les éléments seraient les mythes, les aliénations mais aussi les réalités qui en sont les don-

nées. Il faut penser une nouvelle dramaturgie et non peupler l'ancienne de prélèvements partiels et superficiels extraits de la vie qui nous attend et que nous appréhendons.

Cet univers, le nôtre, aujourd'hui, quel artiste l'a exprimé ; expression qui ne signifie pas la seule et formelle restitution. Ils sont tous trop nostalgiques les romantiques du poujadisme. Godard, peut-être, un peu et encore !

C'est là que réside l'échec majeur de G. Michel, au-delà de quelques échappées brièvement prometteuses, comme la scène dramatiquement intéressante de l'agression des vitrines

publicitaires dont est victime la bande de jeunes. Titis yéyés qui tournent vite court, faute de cette vérité du réel et de cette vérité dramatique. Dès lors le rodage efficace de la troupe et de la mise en scène est impuissant vis-à-vis d'un contresens initial, dont G. Michel n'est, à coup sûr pas la seule incarnation qu'elle soit sur scène, sur l'écran, dans les livres, etc., un peu partout où l'on espère autre chose qu'une démission devant notre temps. □

● « L'Agression » de Georges Michel, décors A. Acquart, musique P. Henry, mise en scène de G. Riquier et G. Michel au T.N.P., Palais de Chaillot.

Disques

Le grand siècle

Bernard Sizaire

Nous vous présentons la seconde partie de la discographie consacrée à la musique française (voir T.S. n° 322).

Marc Antoine Charpentier. Si l'on veut connaître la grande musique religieuse versaillaise, il faut écouter la messe à huit voix. Œuvre sévère et méditative, aux grandes lignes sobres, elle s'accorde parfaitement avec la seconde partie du règne de Louis XIV (Charlin).

Campra. Oratorio de Noël et Psalme 125. Bien que déployant une grande activité théâtrale, le musicien aixois écrit d'importantes œuvres d'église (dont un requiem désormais célèbre (Erato). Dans ce disque on aimera, après la belle austérité de l'oratorio, retrouver l'aimable simplicité du Psalme où Campra sut incorporer des airs de sa Provence natale.

Très belle interprétation du ténor Eric Tappy, entouré d'excellents camarades (Charlin).

Marin Marais. Virtuose de la viole,

que devait bientôt remplacer le violoncelle à la fin du « Grand Siècle », c'est aussi un compositeur sensible et habile dont la « Sonnerie de Sainte Geneviève du Mont » devrait séduire aussitôt. Ce disque fait apprécier la douceur discrète et ombreuse de la basse de viole (B.A.M.).

Corrette. Concertos comiques. Organiste à Rouen au XVIII^e siècle, Corrette composa pour se divertir une série de concertos sur des chansons populaires. Savoureux et enjoués, ils sont interprétés avec une verve sympathique. Un disque plaisant dont l'élégance n'a d'égale que la bonne humeur (Philips).

Le Rondeau de Paris. A consacré deux disques à la musique française de Louis XIII à Louis XV. Ils permettent de goûter l'évolution et les contrastes de cette musique libre et chantante. Auprès de grands comme Couperin et de moins grands comme Leclair et Marais on trouve des noms modestes qui témoignent de la richesse d'une incomparable époque (Charlin). □

A lire

● **Pierre Gabert et Paul Guichonnet :** « Les Alpes et les États Alpains ». PUF, 18 F, nouvelle collection consacrée à la « géographie et ses problèmes », dont les parutions, à en juger par les premières, seront d'une grande utilité.

● Les éditions du Centurion lancent également une nouvelle collection consacrée aux évocations historiques « Un brûlant passé ». Relevons un « Savonarole prophète assassiné ? », « Le grand octobre russe », etc.

Chez le même éditeur un livre célèbre aux U.S.A. dans la série « socio-guides » : **Charlotte Towle :** « Comprendre les besoins humains », 15 F.

● **Sur le tiers monde :** **Georges Fischer :** « Le parti travailliste et la décolonisation de l'Inde ». François Maspéro, 24,65 F. Indispensable sur un sujet très mal connu, au moins en France. **Melville J. Herskovits :** « L'héritage du Noir ». Présence Africaine, 347 p. Un ouvrage scientifique sur le passé des Noirs Américains.

Marcel Pollaud-Dullian : « Aujourd'hui l'esclavage ». Editions Ouvrières, 15 F. Avec la faim, l'un des grands scandales contemporains.

● **Revue :**

Il y a quelques semaines, nous indiquions le numéro de janvier de la revue « Critique » consacrée aux États-Unis. Désormais, on peut et doit associer à cette lecture celle du dernier numéro de « Démocratie Nouvelle » (mars) : « Les U.S.A. à l'heure vietnamienne » où s'expriment directement un peu tous les courants de la gauche américaine, Stokely Carmichael, Norman Mailer, Nelson Algren, Gus Hall, Robert Scheer, etc. A lire de toute urgence, 6,50 F.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Les 400 coups

(1) « La promenade du dimanche » est parue chez Gallimard, coll. « Manteau d'Arlequin ».

« L'Agression » dans la coll. T.N.P.
(2) Cf. notre critique dans « T.S. » n° 283 du 23 avril 1966.

Etats-Unis

Quelle est donc cette nouvelle gauche

René Gallet

Une des qualités irrécusables de la « nouvelle gauche américaine » est d'avoir enfin rompu avec la génération du silence ; celle-ci s'est mise à parler et à protester. Mais une fois cela dit, il est beaucoup plus difficile de la faire entrer dans une définition propre, car pour l'instant elle demeure plus esprit que corps.

A l'origine : les Campus

Son origine est récente. L'idée certes en était déjà débattue par des organisations telles que le S.D.S. (« Students for a Democratic Society ») dès 1962. Mais son entrée dans le domaine public date de 1965, lorsque les magazines populaires (Newsweek...) se sont emparés du mot.

Trois ordres de facteurs ont contribué à son apparition. Un malaise général d'abord auquel il est impossible de donner des formes précises et qui se manifestait par le sentiment vague d'aliénation et d'un divorce entre ce que souhaitait la nouvelle génération et ce qu'offrait la société (injustices criantes, erreurs répétées des gouvernants...). Ce sentiment a pu être favorisé par des aliénations plus spécifiques au milieu étudiant. L'université de Californie, par exemple, avec ses 18.500 étudiants, était ressentie comme une entreprise industrielle, une usine à faire des cerveaux, contre laquelle il devenait nécessaire de s'insurger. Ceci donna lieu au « Free Speech Movement » (« Mouvement pour la liberté de Parole ») qui n'a que peu de rapport avec ses objectifs explicites.

En fait il s'agissait plus de se désengager de la passivité dans laquelle la direction de Berkeley essayait de maintenir les étudiants, et de « participer ». La revendication était si vague que tout le monde pouvait s'y rallier, aussi bien les partisans de Goldwater que les pro-chinois. Après une série de manifestations le recteur leur accordait la liberté de s'exprimer sur le campus ce qui se manifesta par une floraison sans précédent d'activités et de groupuscules militant pour la reconnaissance de la Chine ou pour l'avortement libre par exemple.

Le mal noir

Le problème de la discrimination raciale constitue un autre facteur de mobilisation — moins local celui-là. Depuis longtemps les adhérents du S.D.S. et S.N.C.C. (« Comité de Coor-

dination des Etudiants pour la non-violence ») et bien d'autres allaient dans le Sud et les quartiers noirs des grandes villes pour inviter la population à s'inscrire sur les registres électoraux et à se grouper en communautés d'intérêts. Et c'est dans le milieu étudiant, avec les ecclésiastiques et intellectuels que la lutte pour les droits civils a eu le plus d'écho.

Mais c'est évidemment la guerre du Vietnam qui tend maintenant à grossir les rangs des « jeunes radicaux ». D'ailleurs il est caractéristique que l'apparition du vocable « New Left » dans l'opinion publique coïncide à peu près avec l'engagement américain au Vietnam, selon un phénomène analogue à celui qui s'est produit en France lors de la guerre d'Algérie, avec cette différence qu'en France il existait des structures politiques « d'accueil » capables de canaliser les protestations et qu'il ne se trouve rien de semblable aux U.S.A.

Dans l'opinion la « New Left » est tellement liée à l'opposition à la guerre, qu'il sera sans doute difficile de dissocier les deux à l'avenir. Cela a commencé par les « sit-ins » dans l'Etat de Michigan, grandes réunions tenues par des étudiants et quelques professeurs pour s'informer et analyser le sens de l'intervention américaine et de l'action à entreprendre. Comme ces mouvements étaient absolument spontanés et qu'aucune organisation n'existait pour les modérer et les soutenir, il était nécessaire d'avoir une organisation nationale pour lancer une campagne efficace ; il en résulta le « Viet Nam Day Committee », qui est à l'origine de la plupart des manifestations nationales contre la politique gouvernementale.

Le Vietnam au centre

Mais si l'on essaye de dégager ce qui peut faire la force de ces campagnes et finalement quelles sont les chances de la « New Left » il apparaît bien vite qu'elle constitue une atmosphère plus qu'une organisation.

Sa base sociologique est très étroite, pratiquement étudiante, et il est typique que son assise la plus solide soit en Californie, là où se trouve la plus grande université américaine. Quant aux groupements existants susceptibles de la consolider, il n'ont pas réussi à prendre la tête de cette agitation.

Avant la guerre du Vietnam, il y avait cependant des mouvements organisés, mais il leur reste à « éponger » la masse flottante des nouveaux

protestataires. Le plus important, le S.D.S. avec 4.000 membres (1964), ce qui est bien peu à l'échelle du pays, et dirigé par Carl Oglesby, a entrepris depuis quelques années un effort de réflexion qui lui permet de dépasser le niveau d'une réaction spontanée. Un autre également important le « Student Non-Violent Coordination Committee », ayant à sa tête S. Carmichael, est né en milieu étudiant mais son action est désormais liée au monde noir, et il trouve là une base solide pour s'implanter et mener une action efficace.

Le « Progressive Labour Party » (Parti Travailleuse Progressiste) de tendance pro-chinoise a organisé des voyages à Cuba pendant l'été 1964 ; son président Milt Rosen est un transfuge du P.C. En outre un pullulement de groupes sans impact réel (Socialistes Indépendants...) se partagent les suffrages des « jeunes radicaux ». Mais la majorité est simplement inorganisée et suit quand une « action » est entreprise. En somme elle est victime d'un certain spontanéisme.

Le « spontanéisme »

De cette faiblesse il découle naturellement une source supplémentaire de difficultés — le flou des positions adoptées. Celles-ci se définissent surtout négativement : contre les « libéraux » d'un côté. Le titre d'une intervention de C. Oglesby (« La faillite des libéraux ») (1) est caractéristique. Dans son esprit le terme « libéral » s'applique à ceux qui en gros se réclament du parti démocrate.

D'un autre côté elle conteste « la vieille gauche » qui vivrait sur l'acquis des années trente. Celui que l'on peut considérer comme son chef de file, le rédacteur en chef de « Dissent », Irving Howe, regarde d'assez haute cette *New Left*, qui pour lui ne représente guère plus qu'une agitation sans force et sans avenir ; inversement J. Newfield, membre du bureau national du « S.D.S. » et auteur d'un recueil de textes de la *New Left*, « Une minorité prophétique », s'en est pris à l'indifférence du même Howe.

Cette opposition n'est heureusement pas radicale et elle n'a pas empêché certains éléments de la « New Left » de participer au congrès des universitaires socialistes, tenu à New York en septembre.

Si l'on veut décrire les conceptions propres à cette « New Left » on entre immédiatement dans le vague. L'objet même des critiques n'est pas toujours bien déterminé ; est-ce le président Johnson ? l'Établissement ? (groupe détenant le pouvoir et dispensant son idéologie), la libre entreprise ? ou comme on le dit le plus souvent « le système » ? ou bien encore l'« état bureaucratique » (Corporate State) ? Ceci explique la teneur parfois anarchisante de certaines protestations qui visent l'État plutôt que ce qu'il exprime. P. Potter, ex-président du S.D.S., définit ainsi les lignes de la réflexion à faire : « Dénoncer le système qui cause

et perpétue la guerre du Vietnam, l'analyser, le comprendre et le changer » ; à sa place le S.D.S. prône la « participation démocratique ».

Les insuffisances

Une des raisons de l'insuffisance théorique de la « New Left » tient probablement au fait que dans sa révolte l'indignation morale l'emporte souvent sur l'analyse politique ; et son anti-américanisme fréquent est assez suspect dans la mesure où il traduit plus un désir de pureté individuelle qu'une volonté d'action politique. De nombreux observateurs ont d'ailleurs souligné l'atmosphère « calviniste » qui marquerait l'agitation des « jeunes radicaux » ; mais peut-être est-ce là une façon de les « récupérer ».

Il y a bien plus grave : c'est que pratiquement l'opposition « radicale » se fait selon les plis d'un conflit de génération ce qui ne saurait en aucun cas constituer une base suffisante pour un mouvement politique autonome.

Une dernière difficulté concerne les rapports de la « New Left » avec l'ensemble de la société : il est clair qu'elle ne pourra avoir une action réelle que si elle sort des îlots universitaires, où elle est pour l'instant cantonnée. Initialement elle avait des contacts avec le monde noir, mais ceux-ci se réduisent car le « Pouvoir Noir » tend à monopoliser ce genre d'action et à remercier ses collaborateurs blancs.

Il n'y a pas non plus de structure extérieure, ni syndicat, ni parti, par l'intermédiaire de laquelle elle puisse se rattacher à la société. On voit donc mal ce qui pourrait lui permettre de briser son isolement.

Le problème s'est posé explicitement lors des élections de novembre dernier ; R. Scheer, pro-castriste, antikenedyyste, et directeur de la revue « Ramparts », à qui l'on doit les révélations récentes sur le rôle de la C.I.A., s'est présenté aux élections primaires de Californie et a réussi à obtenir 45 % des voix contre le démocrate libéral Cohelan. Mais l'embarras était évident lorsqu'il s'est agi de choisir entre le disciple de Goldwater Ronald Reagan, et le démocrate Brown ; finalement la « New Left » a refusé d'appuyer ce dernier faisant ainsi élire Reagan ; et les libéraux n'ont pas manqué de lui reprocher cet acte « irresponsable ».

Le problème en fait ne se situe pas au niveau de la tactique électorale. Il est vital pour la « New Left » de s'engrener dans un mouvement social et politique plus vaste, et finalement pour savoir si elle n'est qu'une émanation ou correspond au contraire à un renouvellement profond de la gauche américaine, il faut attendre et voir si, une fois la guerre finie, et une fois privée de la lutte des droits civils par la Black Power, elle pourra sortir de son ghetto universitaire et par là survivre. □

(1) *Commonweal*, Janv. 1966.